

PROVINCE DE HAINAUT.

Extrait du registre aux délibérations
du

ARRONDISSEMENT DE MONS.

Conseil Communal de 7050 JURBISE.

COMMUNE DE JURBISE.

SEANCE DU 26 MARS 2024

Présents :

Mme Caroline NELIS, **Présidente**;

Mme Jacqueline GALANT, **Bourgmestre**;

Mme Brigitte DESMET-CULQUIN, Mme Mireille D'HAESE-
LEURIDANT, Mme Stéphanie HOTTON-VANDERBECQ, M. Jonathan
PELERIEAU, M. Frédéric DANNEAU, **Échevins**;

Mme Pascale MAUROY-MOULIN-STALPART, Mme Manuella
SENECAUT, M. Guy CAULIER, Mme Francine ROBETTE-
DELPUTTE, M. Joël DELHAYE, M. Vincent DESSILLY, M. Emmanuel
EGELS, Mme Christa DECOSTER, M. Christophe LEURIDENT, M.
Pierre WAYEMBERGH, Mme Christelle LEDOUX-BOUCHEREAU, M.
Eric AUQUIERE, Mme Caroline MORCRETTE, **Conseillers**;

M. Vincent CHANOINE, **Président du CPAS**;

M. Stéphane GILLARD, **Directeur général**;

**OBJET : Désignation d'un centre de revalorisation pour déchets
issus de chantiers - mode de passation, conditions et
CSCh - approbation.**

PROJET DE DELIBERATION

Le Conseil Communal, en séance publique,

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses
modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux
compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants
relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux
voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de
travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses
modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Attendu le cahier des charges N° 2024-08-SG-QC relatif au marché "Désignation d'un centre de revalorisation pour déchets issus de chantiers" établi par le Service Travaux ;

Attendu qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin en 2024 ;

Attendu qu'il est proposé de lancer la procédure et d'envoyer les invitations à présenter une offre le 27 mars 2024 ;

Attendu que la date du 18 avril 2024 à 15h00 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 24 janvier 2024 conformément à l'article L 1124-40§1,3° et 4° du Code de la démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu le 14 mars 2024 par le Directeur financier ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 24.793,38 € hors TVA ou 29.999,99 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire 2024, article 421/12706 ;

Décide :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2024-08-SG-QC et le montant estimé du marché "Désignation d'un centre de revalorisation pour déchets issus de chantiers", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 661,00 € hors TVA ou 799,81 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

Article 3. - De consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- RECYMEX, Rue des Roseaux 62 à 7331 Saint-Ghislain ;
- 3D RECYCLING, rue de l'Orbette 6 à 7011 Ghlin ;
- ENVISAN / SOL&VAL, Rue des Roseaux 64 à 7331 Saint-Ghislain.

Article 4. - De fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 18 avril 2024 à 15h00.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire 2024, article 421/12706.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

PAR LE CONSEIL,

Le Directeur général,
(sé) Stéphane GILLARD.

La Présidente,
(sé) Caroline NELIS.

POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Directeur général,
Stéphane GILLARD.

La Bourgmestre,
Jacqueline GALANT.